

NOTE : Toutes corrections à apporter aux comptes rendus devront être adressées par écrit à M. E. Delavenay, Directeur, Division d'Édition et Rédaction, Bureau CC-087, Lake Success. Conformément à l'article 46 du Règlement intérieur provisoire (Doc. T/4) toutes ces corrections seront apportées aux comptes rendus officiels lors de leur publication.

CONSEIL DE TUTELLE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE DE LA DIX-NEUVIÈME SEANCE

tenue à Lake Success, le vendredi 18 avril 1947

à 14 heures.

PRESIDENT : M. Francis B. SAYRE (Etats-Unis)

Suite de l'examen du point 7 de l'ordre du jour.

Adoption du règlement intérieur provisoire du Conseil de tutelle conformément à l'article 90 de la Charte. (Documents T/1, T/4, T/4/Corr. 1, T/AC.1/1, T/AC.1/2, T/AC.1/3, T/AC.1/4, T/AC.1/5).

Article 104 (T/4)

LE PRESIDENT : (parle en anglais)

Article 105 (T/4)

LE PRESIDENT)	
)	
M. THOMAS (Royaume-Uni))	
)	
LE PRESIDENT)	(<u>parlent en anglais</u>)
)	
M. THOMAS (Royaume-Uni))	
)	
M. GERIG (Etats-Unis))	
)	
LE PRESIDENT)	

M. LAURENTIE (France) : Je suis de l'avis du représentant de la Grande-Bretagne au sujet de la suppression de l'article pour des raisons analogues à celles qui ont été exprimées par le délégué des Etats-Unis.

Il s'agit, en effet, de fonctions qui appartiennent et qui peuvent appartenir au Conseil de tutelle aux termes de la Charte, mais elles sont, dans cet article, beaucoup trop vagues et beaucoup trop peu délimitées pour faire l'objet d'une règle de procédure. Il est bien entendu que le Conseil de tutelle, sous l'autorité de l'Assemblée générale, peut avoir à traiter un certain nombre de questions. Mais comme nous ne savons pas quelles seront ces questions, nous n'avons pas à définir aujourd'hui la règle de procédure qu'il conviendrait d'appliquer pour leur règlement. Le maintien de cet article me paraît tout à fait inutile.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je ne verrai aucun inconvénient à ce que l'article disparaisse pour la bonne raison qu'il ne dit rien. Il se borne à paraphraser le paragraphe 4 de l'article 87 de la Charte.

Cependant si la majorité du Conseil tenait à répéter ce qui est dit dans cet article, nous pourrions peut-être donner satisfaction au représentant du Royaume-Uni en changeant un peu la disposition des mots dans le texte. Au lieu de la phrase : "Le Conseil de tutelle s'acquitte de toutes autres fonctions qui lui sont attribuées soit par les accords de tutelle, soit par l'Assemblée générale...." On pourrait dire : "Le Conseil de tutelle s'acquitte de toutes autres fonctions qui lui sont attribuées par l'Assemblée générale conformément aux accords de tutelle."

Je suis d'accord avec le délégué de la France sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une véritable règle de procédure car nous ne savons pas quelles seront ces "autres fonctions" et la règle de procédure à y appliquer.

M. THOMAS (Royaume-Uni))	
M. LIU CHIEH (Chine))	
LE PRESIDENT)	
M. LIU CHIEH (Chine))	(<u>parlent en anglais</u>)
M. THOMAS (Royaume-Uni))	
M. GERIG (Etats-Unis))	

M. RYCKMANS (Belgique) : Le représentant de la Chine a incontestablement raison. Il est évident que si certaines fonctions sont attribuées au Conseil de tutelle par les accords de tutelle, il n'est pas besoin d'une intervention de l'Assemblée générale pour que le Conseil puisse s'en occuper. Cela ne m'avait pas échappé mais la formule correcte serait un peu lourde car il faudrait dire : "Le Conseil de tutelle exerce les autres fonctions qui peuvent être prévues dans les accords de tutelle ou qui peuvent lui être assignées par l'Assemblée générale en conformité avec les accords de tutelle."

Telle serait la formule correcte mais elle est évidemment un peu lourde. C'est là une simple question de rédaction. De toute façon, si on indique que le Conseil de tutelle peut remplir les fonctions qui lui sont assignées par l'Assemblée générale, il faut ajouter la restriction : "en conformité avec les accords de tutelle."

LE PRESIDENT

M. THOMAS (Royaume-Uni)

LE PRESIDENT

(
(
(
(
(
(
(

(parlent en anglais)

M. RYCKMANS (Belgique) : Telle n'est pas ma proposition. Je suggère simplement que, si le Conseil désire conserver l'article 105, il est possible de le rendre acceptable en adoptant une formule de ce genre; mais je suis loin de proposer cette rédaction car j'estime qu'elle est extrêmement maladroite.

LE PRESIDENT : (parle en anglais)

M. RYCKMANS (Belgique) : Je crains, Monsieur le Président, que vous placiez les membres du Conseil dans une situation assez difficile en procédant ainsi. Je préfère, par exemple, la rédaction proposée par le représentant des Etats-Unis à celle qui figure à l'article 105 du document T/4, car l'expression "l'élaboration rapide" n'a aucune signification, mais j'aimerais mieux que nous ne conservions pas cet article.

Vous gagneriez du temps, me semble-t-il, en demandant d'abord au Conseil s'il désire garder ou non cet article et, dans l'affirmative, il ne resterait plus qu'à déterminer la formule acceptable. Cette procédure serait, à mon avis, plus expéditive.

LE PRESIDENT

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. GERIG (Etats-Unis)

LE PRESIDENT

M. THOMAS (Royaume-Uni)

LE PRESIDENT

(parlent en anglais)

(L'article 105 n'est pas adopté, quatre membres s'étant prononcés en faveur de son adoption et cinq contre).

Article 106. (Doc. T/4)

LE PRESIDENT

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. LIU CHIEH (Chine)

(parlent en anglais)

M. GARREAU (France) : Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le délégué de la Chine sur l'interprétation qu'il convient de donner à l'article 85 de la Charte. Il me semble ressortir très nettement de cet article que c'est l'Assemblée seule qui pourrait examiner l'opportunité de modifier un accord de tutelle qu'elle a déjà approuvé mais l'article 85 ne confère pas du tout, à mon avis, au Conseil de tutelle le droit d'initiative en matière de modification des accords de tutelle approuvés par l'Assemblée.

D'après l'article 85, si l'Assemblée estimait opportun de suggérer une modification aux accords de tutelle déjà intervenus et approuvés, elle pourrait demander au Conseil de tutelle de lui présenter une recommandation et, à ce moment, en vertu de l'article 85, le Conseil de tutelle examinerait la question et adresserait une recommandation à l'Assemblée, mais cet article ne donne pas, de toute évidence, un droit d'initiative en cette matière à notre Conseil.

D'autre part, je me réfère aux termes de nos accords de tutelle concernant le Togo et la Cameroun, tels qu'ils ont été approuvés par l'Assemblée. L'article 12 est ainsi libellé : "Les termes du présent accord de tutelle ne pourront être modifiés ou amendés que conformément aux articles 79, 82, 83 et 85, selon le cas, de la Charte".

M. RYCKMANS (Belgique) : Je me trouve à peu près d'accord avec tout le monde et notamment avec le représentant de la Chine pour constater que cet article ne contient aucune clause contraire aux dispositions de la Charte. Cependant, il est mal rédigé car il mélange deux fonctions qui sont tout à fait différentes.

Le représentant de la Chine nous a déclaré que cet article n'est pas contraire à l'article 79 de la Charte. Le représentant du Royaume-Uni avait, en effet, l'air de soupçonner le Conseil de tutelle de vou-

loir, à un moment donné, proposer des modifications à un accord de tutelle. Le représentant de la Chine a estimé que, bien entendu, les modifications ne peuvent être faites que par un accord entre les Etats directement intéressés. Ce n'est cependant pas au Conseil de tutelle à suggérer aux Etats directement intéressés de conclure un nouvel accord en vue de modifier les termes d'un accord de tutelle, mais à l'Assemblée générale.

Le Conseil de tutelle devrait donc, par cet article, étant donné qu'il n'a pas le droit de s'adresser directement à la puissance administrante, suggérer à l'Assemblée générale de proposer à la puissance qui administre de négocier avec les Etats directement intéressés une modification à l'accord de tutelle. C'est là une fonction conforme à l'article 79 de la Charte. Il n'est donc pas contraire à la Charte de dire que le Conseil de tutelle peut adresser des recommandations aux organes des Nations Unies. Le délégué de la Chine est d'accord avec le délégué du Royaume-Uni pour déclarer que les recommandations relatives à des modifications des accords de tutelle doivent être transmises aux Etats directement intéressés et, en premier lieu, à la puissance qui administre, mais c'est l'Assemblée générale qui doit les proposer à la puissance qui administre et non le Conseil de tutelle.

Une autre fonction, entièrement différente, est prévue par l'article 85. Si, à un moment donné, sans qu'il y ait eu de recommandation ^{une} quelconque, la puissance administrante se met d'accord avec les Etats directement intéressés et soumet à l'Assemblée générale une modification ou un amendement à un accord de tutelle, l'Assemblée générale décidera, en vertu du paragraphe 2 de l'article 85 de la Charte, au Conseil de tutelle, d'examiner cette question et de lui présenter des propositions.

Je crois qu'il ^{ne} s'agit ici que d'une simple difficulté de rédaction.

18 April 1947
French.

M. MAKIN (Australie). (

M. THOMAS (Royaume-Uni).) Parlent en anglais.

M. GARREAU (France) : J'accepterai volontiers la proposition formulée par le délégué de l'Australie en suggérant toutefois une petite correction, dans l'esprit de l'observation que j'ai faite tout à l'heure sur l'interprétation, qui ne me paraît pas douteuse, de l'article 85 de la Charte.

L'article 85 - j'insiste sur ce point - ne donne pas au Conseil de tutelle le droit d'initiative en matière de recommandation pour amender ou modifier un accord de tutelle qui a été approuvé par l'Assemblée. L'Assemblée seule peut demander au Conseil de tutelle un avis sur l'opportunité d'une modification ou d'un amendement aux accords de tutelle.

Je proposerai donc de modifier légèrement la formule proposée par le délégué de l'Australie et de dire par exemple : "... peut faire les recommandations qui lui sont demandées par l'Assemblée générale".

M. GERIG (Etats-Unis) (parle en anglais).

M. RYCKMANS (Belgique) : L'interprétation du représentant des Etats-Unis me paraît incontestable et la preuve en est que, même lors de la conclusion des accords de tutelle, nous n'avons pas été consultés. Il serait donc assez paradoxal que l'on nous consulte sur une modification à leur apporter. Lors de la conclusion de ces accords, le Conseil de sécurité a agi seul, sans demander l'assistance du Conseil de tutelle. Il me semble donc a fortiori qu'il appartient au Conseil de sécurité seul de se prononcer, sans faire appel au Conseil de tutelle, sur tout amendement ou modification.

M. GARREAU (France) : L'interprétation faite par le délégué des Etats-Unis de l'article 83 correspond rigoureusement à celle que j'ai donnée moi-même de l'article 85, à savoir que le Conseil de sécurité seul a le droit d'initiative. De même, en ce qui concerne les zones stratégiques, selon l'article 85, l'Assemblée générale seule peut approuver ou non toute modification des accords de tutelle.

Je suis donc entièrement d'accord sur l'interprétation du délégué des Etats-Unis.

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

M. MAKIN (Australie) :

M. GERIG (Etats-Unis) :

((((((

(parlent en anglais)

GG./ED.

- 21 -

T./P.V. 19.
18 April 1947.
French.

M. LIU CHIEH (Chine) : (parle en anglais).

M. RYCKMANS (Belgique) : Cette question me paraît suffisamment mûre pour être renvoyée au Comité de rédaction. Si par impossible - mais je crois que cela ne se produira jamais - le Conseil de sécurité étudiant une modification proposée à un accord de tutelle pour une zone stratégique au sujet de questions politiques, économiques et sociales, demande au Conseil de tutelle de donner un avis ou d'étudier telle ou telle question, tout le monde est d'accord, je pense, sur le fait qu'il n'appartient pas au Conseil de tutelle de dire au Conseil de sécurité : dans notre interprétation de l'article 83, nous estimons que vous n'avez pas le droit de nous référer cette question, donc nous refusons de l'examiner. S'il est indiqué dans un article ou un amendement que, dans le cas des zones stratégiques, le Conseil de tutelle peut remplir des fonctions analogues s'il en est requis par le Conseil de sécurité, nous n'avons rien à dire.

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume-Uni):

LE PRESIDENT :

(parlent en anglais).

M. RYCKMANS (Belgique) : Non, cela n'est pas une solution, car je prendrai pour mon compte la proposition que le délégué du Royaume-Uni retire. Je préfère le premier alinéa de sa proposition au premier alinéa du texte australien. Je suis d'accord pour que l'on réfère au Comité de rédaction l'examen du deuxième alinéa qui traite de l'essentiel, mais je demande que le Comité de rédaction étudie le premier alinéa de la proposition du Royaume-Uni que, pour ma part, je préfère au texte australien.

LE PRESIDENT :

M. GERIG (Etats-Unis) :

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

M. THOMAS (Royaume-Uni) :

LE PRESIDENT :

(Parlent en anglais).

M. GARREAU (France) : Je voudrais demander au délégué de la Grande Bretagne, au sujet du premier paragraphe, s'il n'accepterait pas d'adopter les termes de la proposition australienne. Au lieu de la phrase "D'accord avec l'article 85 de la Charte", on mettrait "D'accord avec les devoirs qui lui sont imposés par l'article 85".

Le premier paragraphe des deux propositions sont les mêmes quant au fond, mais je trouve la formule du délégué de l'Australie plus précise dans l'interprétation de l'article 85 et de son application par le Conseil de tutelle.

M. THOMAS (Royaume-Uni) :)

(

)

(

(Parlent en anglais) .

LE PRESIDENT :

Il est procédé au vote sur le second paragraphe de la résolution australienne. Par 4 voix contre 1, il est décidé de renvoyer ce paragraphe au Comité de rédaction.

LE PRESIDENT : (Parle en anglais).

Il est procédé au vote sur le premier paragraphe de la résolution australienne. Par 5 voix contre 1, il est décidé de renvoyer ce paragraphe au Comité de rédaction.

M. RYCKMANS (Belgique) : Je tiens à faire remarquer que mon vote contre ne signifie pas du tout que je suis adversaire de la proposition australienne, mais simplement que j'aurais préféré le texte britannique.

M. THOMAS (Royaume-Uni) : ()
M. MAKIN (Australie) : () (Parlent en anglais).
LE PRESIDENT : ()

Article 107 (T./4).

LE PRESIDENT :)
M. KHALIDY (Irak) : ()
LE PRESIDENT : () (Parlent en anglais).
M. KHALIDY (Irak) : ()

M. RYCKMANS (Belgique) : L'intervention du délégué de l'Irak montre que la question est plus délicate qu'elle n'en a l'air. Comme je suis tout à fait opposé à ce que l'on tranche sans examen approfondi des questions qui ne se sont pas posées, je propose de supprimer simplement la mention "Organismes régionaux qui pourront être créés".

Lorsque des organismes régionaux auront été établis et que la question se posera de savoir s'il y a lieu de les inviter aux réunions du Conseil de tutelle, nous pourrons alors poser la question et compléter, éventuellement, le Règlement.

M. GARREAU (France) : Je ne suis pas absolument opposé au maintien de la phrase relative aux organismes régionaux. Il faut cependant attacher l'importance qu'elle mérite à l'observation formulée par le délégué de l'Irak car nous sommes sur un terrain un peu inconnu. Cette phrase vise les organismes qui pourront naître et que nous ne connaissons pas encore. Par la suite, si le Conseil de tutelle estimait utile de recourir à l'assistance des organismes qui seront créés, il aura toujours toute facilité, en vertu de son raisonnement, d'entrer en rapport utile avec ces nouveaux organismes.

Peut-être conviendrait-il donc, comme l'a proposé le délégué de la Belgique, de supprimer purement et simplement de cet article la référence aux organismes régionaux.

M. THOMAS (Royaume-Uni)

LE PRESIDENT

M. THOMAS (Royaume-Uni)

M. KHALIDY (Irak)

LE PRESIDENT

M. GERIG (Etats-Unis)

LE PRESIDENT

M. KHALIDY (Irak)

(parlent en anglais)

(La séance suspendue à 16 heures 30, est reprise à 16 heures 50).

LE PRESIDENT

(parle en anglais)

M. RYCKMANS (Belgique) : Je me permets de vous rappeler que, lors de la discussion de l'article 79, nous avions laissé une question en suspens. Il s'agissait de communiquer les rapports aux organismes spécialisés. La question se posait à ce moment là de savoir si on devait envoyer les rapports simplement aux organismes qui avaient été invités à donner leur avis sur le questionnaire ou également aux autres. C'est une question qui devait être décidée maintenant.

LE PRESIDENT

M. GERIG (Etats-Unis)

(
(
((parlent en anglais)
(

M. RYCKMANS (Belgique) : Le texte qui figure ici est celui qui a été proposé par le représentant des Etats-Unis lui-même et sur lequel nous n'avons pas pris de décision. Il ne s'agit pas du questionnaire mais du rapport annuel qui sera envoyé aux organismes spécialisés. Votre proposition actuelle est beaucoup plus étendue et il faut que ce soit l'une ou l'autre car nous devons aujourd'hui compléter l'article 79 dans un sens ou dans l'autre. Quelle proposition maintenez-vous ? Celle qui figure dans le texte ou celle que vous faites aujourd'hui ?

M. GERIG (Etats-Unis)

M. RYCKMANS (Belgique)

M. GERIG (Etats-Unis)

LE PRESIDENT

(
(
(
(
(
(
(
(
(
(

(parlent en anglais)

Article 108 (T/4).

LE PRESIDENT

(

(parle en anglais)

M. GARREAU (France) : Cet article me paraît dépasser largement le cadre de l'article 87 de la Charte ; je dirais même qu'il est contraire aux dispositions de cet article. D'ailleurs, la rédaction de notre Règlement intérieur provisoire me paraît également le rendre inutile puisque l'article 48 prévoit des visites spéciales et que la question d'ensemble de ces visites a été traitée au chapitre 15 du Règlement provisoire.

Dans ces conditions, je proposerais au Conseil de supprimer cet article purement et simplement.

LE PRESIDENT (parle en anglais)

M. GARREAU (France) : S'il n'y a pas d'autres observations de la part des membres du Conseil, je propose la non-adoption du projet de l'article 108.

M. KHALIDY (Irak) (parle en anglais)

M. RYCKMANS (Belgique) : Je voterai contre l'adoption de cet article. La Charte tient parfaitement compte de l'importance du développement politique des habitants des territoires sous tutelle. Elle a prévu le moyen par lequel le Conseil de tutelle devait s'acquiescer de sa mission de contrôle et notamment, dans l'article 88, elle précise que le Conseil de tutelle établit un questionnaire et qu'il doit interroger la puissance chargée de l'administration sur le développement politique des habitants. Il appartient au Conseil de tutelle de faire les observations qui s'imposent à l'occasion de l'examen des rapports annuels ainsi que de se rendre compte de la situation des territoires par des visites périodiques.

Mais il est évident que cet article va beaucoup plus loin que la Charte et y ajoute des dispositions qu'elle n'avait pas prévues et n'avait pas voulu prévoir.

Quant aux observations du représentant de l'Irak au sujet de l'opinion publique, si nous adoptons un article comme celui-ci l'opinion publique serait en droit de se demander comment se fait-il que le Conseil de tutelle, qui fait des examens périodiques du développement des institutions politiques, n'a pas prévu dans son règlement d'examens périodiques de la situation sanitaire ? Cela veut dire que le Conseil de tutelle se moque de savoir si ces malheureux sont malades ou non, s'ils sont bien nourris ou non. Il ne s'intéresse qu'aux questions politiques. Pas un instant l'opinion publique n'a le droit de se demander cela. Ce n'est pas parce que nous n'organisons pas d'enquêtes périodiques sur la situation sanitaire ou sur la situation alimentaire dans les territoires sous tutelle que nous nous en désintéressons. La Charte a prévu d'autres moyens de nous rendre compte de ces situations. Ils figurent à l'article 87 et 88 et cela suffit.

M. THOMAS (Royaume-Uni) (parle en anglais).

M. GARREAU (France) : Je tiens à répondre aux observations formulées par le délégué de l'Irak. Nous sommes tous entièrement d'accord, je crois, sur les buts que nous poursuivons et sur le programme que nous sommes chargés d'appliquer; mais je dois rappeler que les puissances administrantes elles-mêmes ont le droit d'assurer la stricte application des principes de la Charte dans les territoires sous tutelle, de développer tout d'abord le bien-être des populations, puis de les acheminer vers la capacité à s'administrer elles-mêmes et vers l'indépendance.

La question est donc de savoir comment nous devons procéder actuellement. Or, l'article 108 apporte une grave confusion dans la manière dont nous devons envisager notre travail.

Il est inadmissible d'imaginer que le Conseil de tutelle puisse se substituer, à un moment quelconque, aux autorités responsables de l'administration des territoires sous tutelle et effectuer dans ces territoires des opérations qui n'aboutiraient pas, en fait, aux buts que nous poursuivons mais qui pourraient provoquer, au contraire, la plus dangereuse confusion et occasionner des troubles.

On n'imaginerait pas très bien, par exemple, un referendum populaire organisé par le Conseil de tutelle dans un pays sous tutelle, alors que l'autorité qui administre a tout pouvoir pour effectuer le referendum indispensables. La Charte a, je crois, fort bien prévu la façon dont pouvait s'effectuer le travail dont nous sommes chargés. Les dispositions de l'article 87 sont parfaitement claires et je maintiens le point de vue exposé tout à l'heure, qui a d'ailleurs été approuvé par les délégués de la Belgique et des Etats-Unis : l'article 108 que l'on nous propose est absolument contraire aux dispositions de l'article 87 de la Charte.

M. MAKIN (Australie). (((Parle en anglais. ((M. KHALIDY (Irak). ((

M. RYCKMANS (Belgique) : Nous sommes entièrement d'accord sur le fond mais non sur la manière de procéder afin d'arriver aux buts fixés.

Je partage également l'opinion exprimée par le représentant de l'Irak. S'il n'est pas satisfait de la manière dont une des puissances chargées de l'administration d'un territoire sous tutelle s'acquitte de ses obligations en matière d'avancement politique des populations, il pourra, à l'occasion de l'examen du rapport annuel, poser des questions au représentant de la puissance chargée de l'administration et présenter une motion demandant qu'un blâme soit infligé à cette puissance. Nous ne devons pas procéder d'une façon autre que celle prévue par la Charte et nous devons combattre ce contrôle.

LE PRESIDENT

M. RYCKMANS (Belgique) : Je me demande si, en présence des termes formels de l'article 89, nous pouvons décider qu'une règle sera votée à l'unanimité. Je préférerais le terme "normalement".

Il est certain qu'en temps ordinaire on ne doit pas modifier les règles de procédure sans donner un préavis suffisant pour que l'on puisse y réfléchir. Si nous employons le mot "normalement", cela signifiera que le Conseil devra tout d'abord voter afin de savoir s'il s'agit d'une situation spéciale qui exige que le délai de quatre jours ne soit pas respecté. Je suppose que ce vote serait, en fait, unanime, mais il est préférable, à mon avis, de maintenir le terme "normalement" plutôt que d'introduire une règle dont la constitutionnalité pourrait être contestée.

M. GERIG (Etats-Unis))	
M. THOMAS (Royaume-Uni))	
LE PRESIDENT)	parlent en anglais.
M. RYCKMANS (Belgique))	
LE PRESIDENT)	

(L'article 110 (doc. T/4) est adopté).

Article 110 (a) proposé par la délégation des Etats-Unis.

LE PRESIDENT)	
M. KHALIDY (Irak))	parlent en anglais.
M. THOMAS (Royaume-Uni))	

M. RYCKMANS (Belgique) : Si on invoque l'autorité du Conseil économique et social, le plus sûr serait de ne prendre aucune responsabilité et de copier purement et simplement l'article tel qu'il figure au Règlement intérieur du Conseil économique et social. Nous pourrions dire ainsi que ce n'est pas nous qui l'avons rédigé.

LE PRESIDENT. (

M. THOMAS (Royaume-Uni). (

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis). (

LE PRESIDENT. (

M. THOMAS. (Royaume-Uni). (

) Parlent en anglais.

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis). (

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis). (

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis) (

M. LIU CHIEH (Chine). (

LE PRESIDENT. (

(La rédaction proposée par le délégué des Etats-Unis est adoptée
six membres s'étant prononcés pour et un contre).

Rapport du comité de rédaction (doc. T/AC.1/3).

LE PRESIDENT. (

M. GERIG (Etats-Unis). (

LE PRESIDENT. (

) Parlent en anglais.

M. TAYLOR (Nouvelle-Zélande) (

LE PRESIDENT. (

M. RYCKMANS (Belgique) : La meilleure formule, à mon avis, est celle qui figure dans ce texte. La première session régulière de l'année est celle du printemps et, s'il y a exceptionnellement une session en janvier, ce ne sera pas la première session ordinaire de 1948, mais une session extraordinaire réunie en 1948 et, en réalité, la dernière session régulière de 1947. Il ne faut donc pas modifier ce texte.

M. MAKIN (Australie))	
)	
LE PRESIDENT)	parlent en anglais.

(Les articles contenus dans le document T/AC.1/3 sont adoptés).

Rapport du comité de rédaction (doc. T/AC.1/5).

LE PRESIDENT	parle en anglais.
--------------	-------------------

(Les articles contenus dans le document T/AC.1/5 sont adoptés).

Rapport du comité de rédaction (doc. T/AC.1/6).

LE PRESIDENT	parle en anglais.
--------------	-------------------

(Les articles contenus dans le document T/AC.1/6 sont adoptés).

Article 1. (doc. T/4).

LE PRESIDENT)	
)	
M. MAKIN (Australie))	
)	
LE PRESIDENT)	
)	
M. GERIG (Etats-Unis))	
)	
LE PRESIDENT)	
)	parlent en anglais.
M. MAKIN (Australie))	
)	
M. KHALIDY (Irak))	
)	
LE PRESIDENT)	
)	
M. KHALIDY (Irak))	
)	
LE PRESIDENT)	

(L'article 1 sera renvoyé au comité de rédaction).

Communication du président.

LE PRESIDENT)	
)	
M. THOMAS (Royaume-Uni))	
)	parlent en anglais.
LE PRESIDENT)	
)	
M. THOMAS (Royaume-Uni))	

(La séance est levée à 18 heures 30).